

CHRISTEL PRADO

Deuxième naissance

Ancienne présidente de l'Unapei, Christel Prado n'a pas suivi un plan de carrière préétabli. Devenir mère d'une enfant polyhandicapée a été le point de départ d'une trajectoire engagée.

Christel Prado vient de prendre le poste de chargée de mission «achats durables» au département du Calvados, à une heure de route de celui de la Manche, où elle a officié pendant six ans comme directrice générale adjointe de la cohésion sociale des territoires. A la suite du renouvellement du conseil départemental, en 2021, la responsable a quitté une fonction taillée sur mesure pour revenir là où elle avait débuté, vingt-cinq ans plus tôt.

Si ce nouvel emploi semble un peu sous-dimensionné pour cette cadre au parcours très riche, Christel Prado n'est pourtant pas de celles qui se défilent. Son histoire en témoigne. A 23 ans, quand elle met au monde une enfant polyhandicapée, elle se retrouve seule à l'élever. «J'ai donné naissance à ma fille et elle m'a donné un destin», sourit-elle.

RÉVOLTÉE PAR L'EXCLUSION

Une destinée qui commence sitôt sa licence d'histoire en poche. Forcée de quitter l'université, Christel Prado intègre le département du Calvados à la faveur d'un concours d'attaché de conservation, qu'elle s'étonne, à l'époque, d'avoir réussi. Pour cette Caennaise élevée non loin du bar que tenait son père, la territoriale est une grande inconnue. «Lorsque je suis allée voir la cheffe du personnel pour la première fois, j'ai appris que j'étais cadre. Je ne savais même pas ce qu'étaient les catégories!» se remémore-t-elle. Avec une enfant qui réclame une assistance constante,

les premières années de sa vie professionnelle sont éprouvantes. «J'ai été bien vite révoltée par le manque d'accès aux droits, pour elle comme pour moi, par l'exclusion que notre situation pouvait générer», raconte-t-elle. Ni place en crèche, ni garderie, bref, aucune structure adaptée... La jeune cadre organise les rotations permanentes de deux baby-sitters auprès de sa petite fille et reçoit l'aide précieuse de ses parents.

Un temps en poste dans un service du patrimoine dans le Lot-et-Garonne avant de piloter, de nouveau dans le Calvados, une direction de la modernisation, elle fait ses armes dans la territoriale et milite sur son temps personnel auprès de l'association locale de la fédération Unapei (*). Christel Prado est constamment sur ces deux fronts. Côté collectivité, elle assure notamment la formation des accueillants des «points info 14», ancêtres des maisons France Services. Côté associatif, elle mène avec pugnacité des missions pour défendre la scolarisation des enfants handicapés.

Christel Prado ne ménage pas ses efforts pour dénoncer le manque de solutions proposées aux parents d'enfants lourdement handicapés.

Très impliquée, elle intègre le bureau exécutif de l'Unapei, puis accède assez naturellement à sa présidence, en 2010, avant d'être nommée conseillère à la section «santé sociale et délégation au droit des femmes» au Conseil économique, social et environnemental, le

Cese. «J'ai imaginé, au début, qu'on me nommait pour barrer la route à quelqu'un, mais je pense que c'est plutôt ma jeunesse et ma capacité à faire du lien qui ont convaincu», avoue-t-elle sans détour.

DROITURE ET RESPECT

Une transparence que lui reconnaît Philippe Bas, qui la rencontre alors. Le sénateur de la Manche est à la tête de l'observatoire interministériel de l'accessibilité. «Elle a montré beaucoup de compétence, de droiture et de respect pour les personnes lors de sa présidence», affirme-t-il. Il est vrai que Christel Prado ne ménage pas ses efforts pour dénoncer le manque de solutions d'accueil et d'accompagnement proposées aux parents d'enfants lourdement handicapés.

A la même époque, la responsable travaille en bonne harmonie avec le gouvernement de Jean-Marc Ayrault. Au titre du Cese, elle mène une étude sur le coût économique et social de l'autisme, qui déclenche notamment le troisième plan «autisme» et son financement. Mais l'une de ses plus grandes fiertés

reste d'avoir participé à faire condamner l'Etat dans l'affaire «Amélie Loquet».

Cette femme de 19 ans, qui avait besoin de soins de chaque instant, ne trouvait aucun établissement médicosocial adapté à son état, si bien que ses parents avaient saisi la justice. Nous sommes en 2013 et cette décision permet à la fédération de pousser à la



V. MEIGNE/LIGHTMOTIV

réalisation du rapport «zéro sans solution», qui devait aboutir à un parcours de vie sans rupture pour les personnes en situation de handicap et leurs proches. «On a ferrailé dur pour pousser le gouvernement à tenir compte de ces jeunes adultes handicapés», commente Grégoire Charle. Le président de l'association départementale Adapei 41 se souvient «avoir été frappé par le charisme et le militantisme un peu solaire de Christel. Elle a porté des sujets comme la dignité et le pouvoir d'agir, qui ont été mis à l'agenda politique. Au risque, parfois, de se fâcher avec les pouvoirs publics».

MARIAGE DES FORCES

En effet, elle n'a pas la langue dans sa poche. En 2015, lors du 55^e congrès de l'Unapei, elle n'hésite pas, depuis la tribune, à adresser un message cinglant, dénonçant le mépris du gouvernement Valls, en direction de Ségolène Neuville, secrétaire d'Etat

chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion. Une liberté de critiquer que Christel Prado défend toujours, même si elle n'est sans doute pas étrangère à son départ du Cese, quelques mois plus tard. «Après le gouvernement Ayrault, la volonté de dialogue semblait très affaiblie avec les organisations comme les nôtres», se rappelle Christel Prado.

Elle regrette que le sujet de l'école inclusive ne progresse pas et n'aime d'ailleurs pas ce terme. D'après elle, la seule solution est d'allier les moyens existants afin de marier les forces du sanitaire, du médico-social, de l'éducatif et de l'administratif pour organiser l'accueil de presque tous les enfants. Sa fille est aujourd'hui âgée de 31 ans. «C'est une jeune femme libre et totalement dépendante», assure celle qui affiche, à 51 ans, la même liberté. ●

Julie Krassovsky

(*) Regroupant des associations de représentation et de défense des intérêts des personnes en situation de handicap mental et de leurs familles.

2023

Chargée de mission «achats durables» au département du Calvados.

2016

Directrice générale adjointe de la cohésion sociale des territoires au département de la Manche.

2010

Conseillère à la section «santé sociale et délégation au droit des femmes» au Conseil économique, social et environnemental. Présidente de l'Unapei.

2008

Chargée de mission «statistique», puis pilotage d'une direction de la modernisation au département du Calvados. Engagée au sein de la fédération Unapei.